

LE TEMPS

Qui va payer les pertes de la BNS?

Le Temps, Charles Wyplosz, 9 mars 2023

Lundi dernier, la BNS a confirmé qu'elle a subi en 2022 des pertes de 132,4 milliards sur son portefeuille, essentiellement investi à l'étranger. C'est beaucoup. Ce montant correspond à près de 17% du PIB et à plus de cinq fois ce qu'a rapporté la TVA. Et pourtant, les réactions vont du hochement de tête au haussement d'épaules. La placidité de l'opinion publique, des médias et du monde politique est surprenante.



CHARLES WYPLOSZ

Pour éviter tout malentendu, ces pertes ne sont pas dues à une mauvaise gestion de la part de la BNS. Partout dans le monde, l'année 2022 a été féroce pour les investisseurs. Dans une année anormale, les pertes de la BNS sont normales. Si la perte est énorme, c'est que la richesse accumulée par la BNS est énorme, de l'ordre de 100% du PIB – soit une année de revenus de tous les résidents suisses. Les pertes de l'année passée ont une contrepartie, les gains de 172 milliards accumulés durant les dix années précédentes.

Les profits appartiennent au peuple

Il se peut que la confiance dans la BNS soit telle que personne ne s'inquiète d'un revers de fortune. Il est vrai que sa performance en matière de politique monétaire est impressionnante. Les prix sont stables, et ce depuis longtemps. Même en ce moment, parmi les pays développés, c'est en Suisse que l'inflation est la plus basse. La stabilité financière de la Suisse est proverbiale. Et, de toute façon, la BNS n'a pas pour objectif de faire des profits. De plus, son indépendance est essentielle à sa mission, si bien que personne (ou presque) ne souhaite la remettre en question. Cependant, dans toute démocratie, l'indépendance d'une institution publique doit s'accompagner d'une surveillance rigoureuse de ses actions.

Les profits de la BNS appartiennent au peuple suisse, qui a le droit de demander ce qu'elle en fait. Or, sur les 172 milliards de profits accumulés en dix ans entre 2012 et 2021, seuls 26 milliards ont été distribués aux cantons et à la Confédération. Une partie, 99 milliards, a été mise en réserve pour les mauvais jours, ce qui est prudent. Le reste, 47 milliards, est allé sur un compte dénommé «provision pour réserves monétaires», en clair pour combler des pertes sur les investissements en devises étrangères. Curieusement, la BNS n'a pas tiré sur cette provision, qui s'élevait à 96 milliards à la fin de 2021. Elle l'a même augmentée de 10%, suivant une règle qu'elle s'impose à elle-même sans en donner de raison convaincante. Elle a plutôt choisi de vider ses «réserves pour distribution», qui sont en principe destinées à maintenir autant que possible les versements aux cantons et à la Confédération, y compris dans les mauvaises années. En fait, elle les a plus que vidées, laissant un trou qui justifie qu'aucun versement n'intervienne cette année, et sans doute pas l'année prochaine, ni l'année suivante, et jusqu'à quand?

Indépendance pas remise en cause

La BNS justifie ce choix en déclarant que «l'objectif de la Banque nationale est d'avoir un bilan solide et des fonds propres suffisants pour pouvoir absorber des pertes, même importantes». Certes, mais les fonds propres – les ressources mises de côté – incluent la provision pour réserves monétaires et les réserves pour distribution. Que les pertes soient absorbées par l'un ou l'autre de ces postes ne change rien aux fonds propres. Par contre, en vidant les réserves pour distribution, la BNS ne peut pas procéder à une distribution aux cantons et à la Confédération, alors que ses fonds propres restent plus que confortables (66 milliards), même après les pertes subies en 2022. Ces dernières années, elle distribuait 6 milliards, et elle a les moyens de le faire encore. Cette somme représente le quart des

revenus de la TVA. Pourquoi garde-t-elle pour elle une somme gigantesque qui finance les investissements à l'étranger?

Poser une telle question ne remet absolument pas en cause l'indépendance de la BNS. Conduire la politique monétaire est une chose, distribuer ou non les revenus en est une autre. La plupart des banques centrales distribuent tous leurs profits quand il y en a. Certaines ont même des fonds propres négatifs et fonctionnent normalement, en toute indépendance.